



**HAL**  
open science

# Risques et territoires : pour une géographie critique et réflexive. Considérations épistémologiques à partir du cas de villes d'Amérique latine

Julien Rebotier

► **To cite this version:**

Julien Rebotier. Risques et territoires : pour une géographie critique et réflexive. Considérations épistémologiques à partir du cas de villes d'Amérique latine. Risques et Action Publique, Feb 2011, Toulouse, France. halshs-00568205

**HAL Id: halshs-00568205**

**<https://shs.hal.science/halshs-00568205>**

Submitted on 22 Feb 2011

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Risques et territoires : pour une géographie critique et réflexive**

Considérations épistémologiques à partir du cas de villes d'Amérique latine

Julien Rebotier  
CNRS-SET / UMR5603  
[julien.rebotier@univ-pau.fr](mailto:julien.rebotier@univ-pau.fr)

Les « risques » s'imposent aujourd'hui sur l'agenda des politiques publiques comme sur celui des sciences sociales. Preuves pour certains de la montée des certitudes, d'une crise des grands récits (progrès, développement, Rist 2002) voire de la modernité (Giddens 1994; Beck 2003), les risques font pourtant l'objet d'approches scientifiques fort diversifiées alors que certains collègues géographes brésiliens seraient bien à mal d'identifier le risque comme un objet d'étude ou comme un champ de la géographie (« *O risco è todo!* »)<sup>1</sup> et que, au Nord, ce qui est identifié comme « risque » pour certains est bien loin des préoccupations de nombre d'autres (Wisner 1999; Wisner 2010). Outre l'entrée en politique des risques via leur « mise sur agenda » (Gilbert 2003), il apparaît que l'épistémologie des risques peut aussi se poser de manière éminemment politique. Par épistémologie, nous entendons ici la manière dont sont définis les contours d'un objet d'étude, mais aussi leurs implications pour la recherche et pour la gestion.

Dans cette communication, on posera un regard critique et réflexif sur différentes épistémologies du risque au prisme de quelques approches géographiques pratiquées à partir des années 1950 jusqu'à ce jour. L'argument consiste à dire que si les approches contextuelles d'économie politique des risques rompent avec une approche que l'on peut qualifier de statique, rationaliste et souvent culpabilisante pour les individus, elles présentent une facture très structurante qui, à bien des endroits, se prive de l'étude des acteurs, de leur discours, de leur dimension symbolique, dans l'explication des risques. Ayant posé ce constat, on mobilisera la figure du territoire telle que définie en géographie sociale pour l'associer aux situations de risque de manière dynamique, comme deux constructions sociales coalescentes. Ainsi, à la lumière d'exemples tirés de villes d'Amérique latine, et notamment de Caracas, on proposera de faire des territoires de risque une pierre de touche d'une approche de géographie sociale et politique des risques, *i.e.* d'une géographie des risques contextuelle, non sectorielle, multi-critères et multi-scalaire.

### **Un regard sur l'épistémologie d'approches géographiques des risques**

Sans prétendre à l'exhaustivité, on se propose dans cette première partie de se pencher sur différentes épistémologies du risque, sur les présupposés, les implications et les limites qui, à notre sens, président à ces différentes approches géographiques d'un même objet. Alors que l'on peut identifier l'approche géographique comme celle qui considère nécessairement l'espace des sociétés et les interactions entre sociétés et

---

<sup>1</sup> Lors d'un passage à la Universidade de São Paulo, au LABOPLAN, en février 2010, et à l'occasion d'une présentation de nos travaux sur la géographie du risque, les collègues brésiliens s'étonnaient de la définition « classique » et formelle du risque (risque = aléa \* vulnérabilité) et s'interrogeaient plus encore sur le découpage sectoriel des dits risques (identifiés comme risques « naturels », « industriels », « sanitaires »...). Pour eux, disaient-ils, l'étude géographique est celle du territoire: « Le risque, c'est quoi? Pourquoi parler de risque? Et de quels risques? Ici, tout est risque! / *O risco è todo!* »

milieux, on mettra l'accent sur la difficile articulation des différents ressorts géographiques et sur la valeur heuristique d'une approche territoriale des risques. Sans revenir sur les approches naturalistes, exclusivement techniques ou d'ingénierie des risques (Veyret and Reghezza 2005), la « dimension sociale » fait l'objet d'un intérêt certain dès le milieu des années 1950 aux Etats-Unis, dans le milieu universitaire, autour de Gilbert White, puis Burton et Kates (White 1958; Burton and Kates 1964; Burton, Kates et al. 1978). A la fin des années 1930 déjà, Gilbert White, qui officie comme *planner* dans l'agence d'aménagement de la plaine du Mississippi, souligne un paradoxe : malgré tous les grands travaux réalisés et les centaines de millions de dollars dépensés pour protéger les enjeux de la plaine du Mississippi, on retrouve après plusieurs décennies une vulnérabilité supérieure à celle qui existait avant la politique de protection contre les inondations. Ce courant connu sous le nom de *Hazard Research* se penche sur les « impacts » des situations de risque et cherche à connaître les modalités d'un ajustement adéquat des sociétés aux caprices du milieu. Dans cette perspective, « les inondations sont un acte de Dieu, les dommages sont du fait des hommes », et c'est parmi les décisions des hommes qu'il faut trouver les raisons d'un mauvais ajustement. On considère les dynamiques du milieu comme rigoureusement étrangères aux logiques sociales ou politiques, et c'est sur les perceptions et les comportements que se porte un temps l'attention de la recherche.

Mais le fait de considérer la catastrophe comme un donné que l'on cherche à expliquer à travers l'irrationalité du choix d'individus incapables, mal renseignés ou autrement coupables ne satisfait pas un groupe de chercheurs qui se constitue dès la fin des années 1960, pour beaucoup sur des terrains ruraux dans les pays du Sud, et notamment en Afrique de l'Ouest. Cette approche d'économie politique est empreinte de tiers-mondisme et de théorie de la dépendance. Elle s'inscrit en faux face aux explications individualisantes et culpabilisatrices des *Hazard Research* (Peet and Thrift 1989). Pour l'approche d'économie politique, « les famines ne sont pas naturelles », et l'on prend du recul sur les situations de risque en ne se limitant pas à une lecture des impacts, mais en considérant les causalités complexes qui y président. Ce sont les hiérarchies complexes et les liens transversaux, définissant des cadres à l'intérieur desquels s'articulent les sociétés, qui permettent de donner du sens aux risques rencontrés sur le terrain. C'est dans l'articulation des terrains à de plus petites échelles, aux rapports de dépendance, à la marginalisation et aux rapports de domination qu'il faut trouver les mécanismes de production des risques (Wisner 1976; Hewitt 1983; Watts 1983; Watts 1987; Hewitt 1997; Wisner 1999). Dans les années 1980, la méthode est formalisée, par exemple à travers la mise en place d'une « chaîne de causalité » expliquant la dégradation des sols et les situations de stress environnemental que connaissent certaines régions rurales et sociétés paysannes africaines (Blaikie and Brookfield 1987). Le modèle *Pressure and Release* (Figure 1), caractéristique de cette approche, est présenté dans un ouvrage du milieu des années 1990 (Wisner, Blaikie et al. 2004 [1994]).

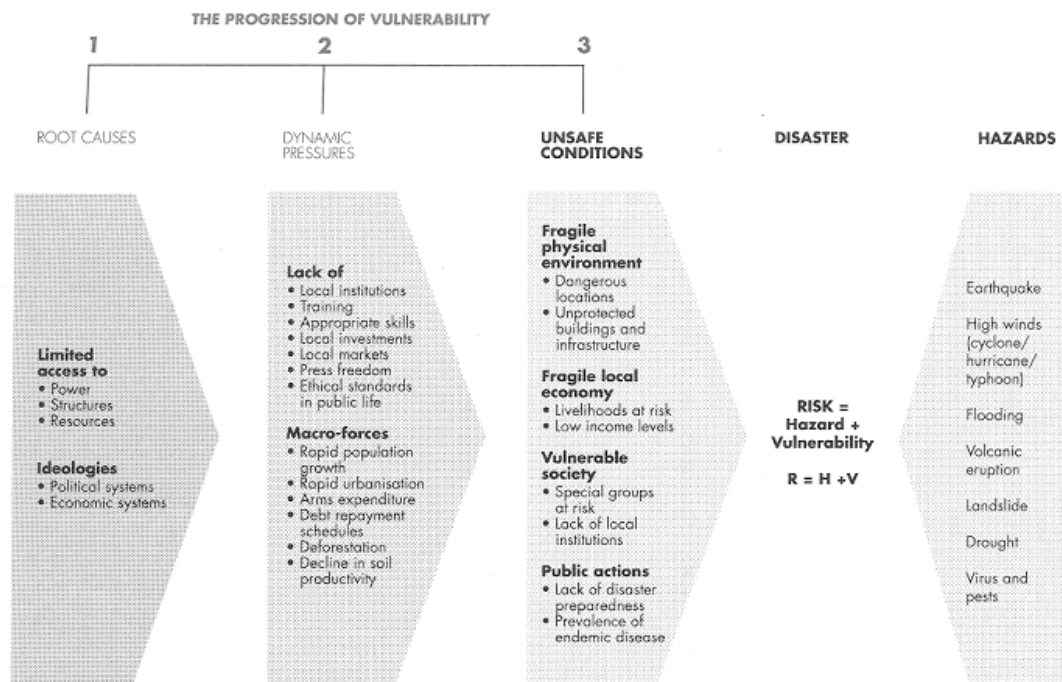


Figure 1 : Le modèle *Pressure and Release*  
 Source : Tiré de (Wisner, Blaikie et al. 2004 [1994])

Là, ce sont les facteurs de vulnérabilité qui font l'objet des principales attentions, en distinguant des causes profondes, des causes liées au fonctionnement des sociétés, et des causes conjoncturelles. L'étude de la vulnérabilité est alors acquise depuis quelques années (Fabiani and Theys 1987; Thouret and D'Ercole 1996; Cutter 2006), et plus que sur un donné, c'est sur les conditions sociales qui président à la vulnérabilité des individus et des groupes que portent ces approches plus contextuelles des risques. Pour autant, la deuxième édition de *At Risk*, en 2004 (Wisner, Blaikie et al. 2004 [1994]) fait figurer une critique sans détour du travail de Bankoff sur les discours liés aux risques comme étant incapables d'améliorer la situation des individus et des groupes en situation de risque lorsque ces derniers sont en position dominée, marginalisés. Or l'expérience du terrain urbain latino-américain (Rebotier 2008; Rebotier 2009) ainsi que le travail d'anthropologues américains ou britanniques sur les risques (Douglas 1992; Bankoff 2001; Oliver-Smith 2002) ont montré combien les dimensions symboliques, culturelles et discursives pouvaient se traduire de façon très pratique dans l'espace des sociétés. Les discours sur les risques sont performatifs. Ils peuvent faire exister des choses, entraîner des pratiques, susciter des représentations (Rebotier 2010). Au début des années 1990, un groupe de chercheurs latino-américains en sciences humaines et sociales constituent le collectif La Red ([www.desenredando.org](http://www.desenredando.org)) depuis lequel ils déclarent que « les désastres ne sont pas naturels » (Maskrey 1993). L'une de ces chercheurs, Virginia Garcia Acosta, pose les risques sous la forme d'une construction sociale, comme l'articulation d'une double construction : les conditions de vulnérabilité d'une part, les représentations et discours sur les risques d'autre part (Garcia Acosta 2005). Dans la mesure où cette approche permet de restituer les logiques d'acteurs, les dimensions intangibles liées aux discours et représentations, et les aspects symboliques qui échappaient pour beaucoup à une approche d'économie politique trop structurante et empreinte d'un certain matérialisme, nous reprenons à notre compte cette conception de construction sociale des risques pour l'articuler au processus de

territorialisation. Des géographes français ont déjà posé l'importance d'identifier les processus qui conduisent à l'identification ou à la production complexe des risques (Pigeon 2005), ou posé la différence entre les situations de risques abordées de manière pratiques comme des données face aux représentations que l'on en a ou aux constructions dont elles font l'objet (Coanus and Pérouse 2006). Concevoir le risque de manière constructiviste (et non idéaliste) revient à le « dénaturiser », à faire de l'aléa un facteur de risque comme un autre (non déterminant) et à porter avec plus d'insistance le regard sur les contingences sociales et politiques qui président aux façons dont les situations de risques sont construites, dans le registre des faits et dans celui du discours. C'est par l'interaction entre construction des risques et territorialisation que nous avons l'ambition de formuler une approche de géographie sociale et politique des risques qui soit à la fois réflexive et critique.

### **Territorialiser les risques à l'ère du doute, de l'incertitude et de l'insécurité**

La figure du territoire nous semble restituer les différents ressorts géographiques qui président de façon déterminante aux situations de risque. En articulant les échelles, les temporalités, les jeux d'acteurs et leurs intérêts, les territoires, comme processus et résultat de la construction sociale de l'espace (Jean and Calenge 2002) permettent de pallier les limites des épistémologies du risque évoquées précédemment. Défini comme un construit socio-spatial, matériel et intangible, caractérisé par des aspects géographique et économique tout autant qu'idéologique et politique (Di Méo and Buléon 2005), le territoire définit un résultat aussi bien qu'un processus de construction (Figure 2). Il s'inscrit dans une relation coalescente avec le risque (Rebotier 2009). Les territoires comme les risques peuvent être conçus comme mutuellement causés et causants. Ainsi, par l'accumulation d'enjeux susceptibles de subir des dommages, l'urbanisation conditionne les situations de risques. A l'inverse, l'existence, l'identification ou la gestion d'une situation de risque affecte le territoire urbain, son paysage, ses pratiques, sa représentation, la valeur du sol...

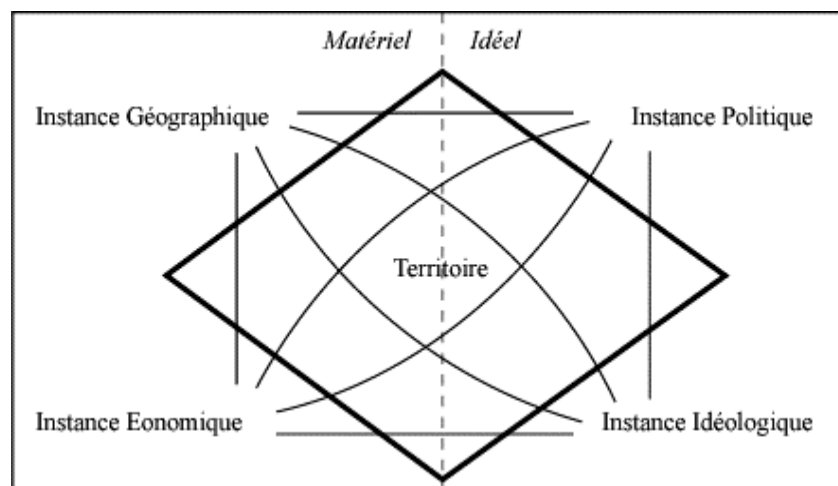


Figure 2 : Une lecture des ressorts territoriaux  
 Source: Elaboration de l'auteur, d'après (Di Méo and Buléon 2005)

Les territoires de risque offrent la possibilité d'une lecture géographique des risques dont les ressorts peuvent être matériels et intangibles, relever d'une échelle locale ou plus petite, répondre aux approches politiques, légales ou plus géographiques, spatiales

ou biophysique du système socio-spatial étudié. La territorialisation des risques permet de les contextualiser et de ne pas se priver de mécanismes de causalité d'ordres divers. Dans le paysage de cette approche, c'est la problématique qui oriente les méthodes et qui informe sur la nature des informations nécessaires. Aborder le risque de façon conditionnée à travers les mécanismes biophysiques de l'aléa, c'est se couper du sens dont relève ces nécessités physiques dans et pour l'espace des sociétés.

Si le groupe de La Red compte comme un collectif pionnier au titre de ce type d'approche (constructiviste, un regard depuis les SHS), le terrain latino-américain, du fait d'un contexte socio-spatial urbain particulièrement inégalitaire, de l'héritage colonial prononcé et de la forte exposition de nombre de villes, a fourni des recherches en géographie, à l'approche sociale et politique des risques (Sierra 2000; Hardy 2003). En outre, la littérature anglo-saxonne sur le risque présente aussi des initiatives dans ce sens, sans pour autant disposer de la même notion de « territoire ». Ainsi, on trouve le souci de considérer les *hazards as places* (Mitchell, Devine et al. 1989; Hewitt 1997) alors que se dessinent des *place-grounded approaches* (Cutter 2006) ou *place-based approaches* (Lewis and Kelman 2010). Outre la thématique des risques, l'approche contextuelle et constructiviste marque profondément les courants post-structuralistes de la géographie britannique (on croise par exemple la notion de *situatedness*, Pain and Smith 2008).

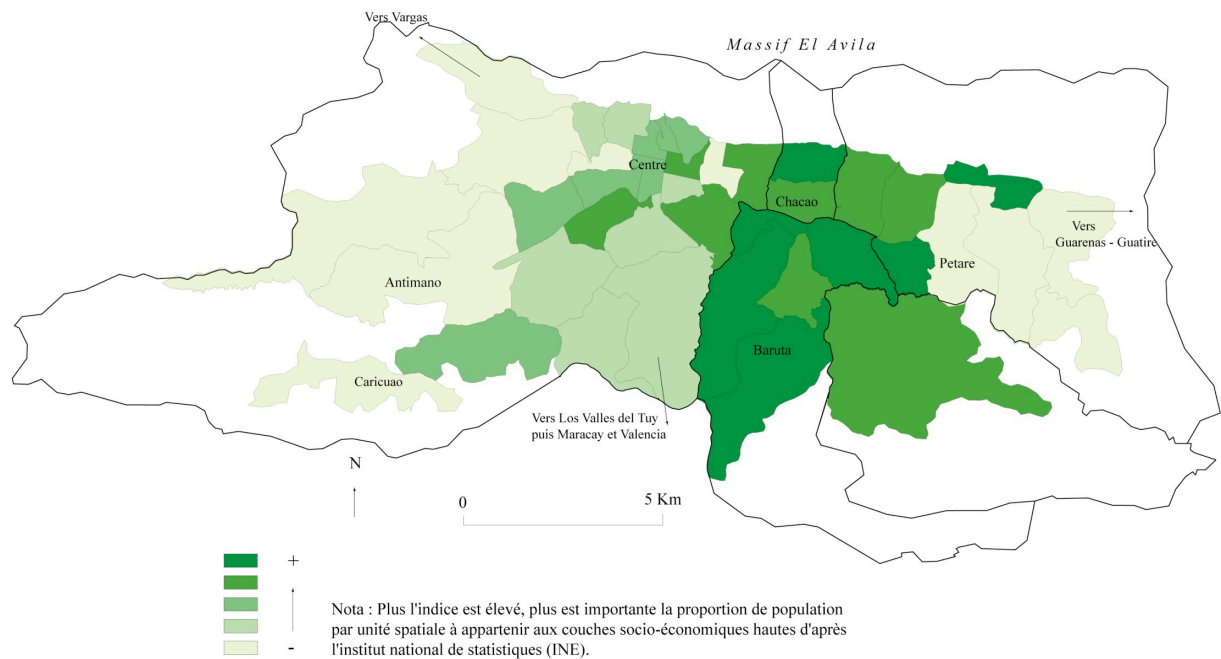
Avant d'exposer l'exemple qui permet de restituer le poids performatif du discours sur le risque à travers sa territorialisation, il est important de signaler un dernier argument qui va dans le sens d'une étude du registre discursif intervenant dans le processus de territorialisation des risques. Les préoccupations environnementales qui émergent dans les années 1960 et 1970 se combinent, à la fin du monde bipolaire, à la montée en puissance de l'insécurité et de l'incertitude, et à la mise en avant, dans les médias, en politique ou dans les cercles de la recherche, des désastres potentiels et des transformations inéluctables que présente le changement environnemental global. Alors que la notion de sécurité se recompose et se généralise pour finalement devenir invasive (on notera la militarisation de l'intervention humanitaire, Revet 2009), la science est sommée, tout en contradiction, d'informer mieux encore, avec plus de précision et d'exactitude, la décision (Rayner 2006). Dans un contexte où le discours hégémonique sur l'insécurité, les risques et l'environnement s'impose et légitime l'action, il devient fondamental d'interroger les conditions qui président à l'identification et à la définition des risques, le registre du discours scientifique ne devant évidemment pas faire exception à ce regard critique (Demeritt 2001; Demeritt 2006; Füssel and Klein 2006; Rebotier 2010).

Bien que de nombreux exemples existent sur l'instrumentalisation du risque dans la gestion de crise, par exemple à Managua (Hardy 2008) ou dans l'aménagement urbain, par exemple à Quito (Sierra 2009), on choisit de détailler l'exemple de l'insécurité urbaine à Caracas qui, s'il ne relève pas d'un risque « naturel » présente les mêmes logiques de construction et les mêmes implications que les risques environnementaux entendus de façon plus courante, dans la perspective d'une construction sociale. En outre, l'insécurité urbaine s'inscrit aussi dans le contexte d'un discours hégémonique dans une capitale qui compte parmi les villes plus « létales du monde »<sup>2</sup>. Les ressorts discursifs des représentations et de l'identification de territoires d'insécurité jouent un rôle fondamental dans la construction de ce risque urbain.

---

<sup>2</sup> D'après différents classements, dont celui, pour l'année 2009, de l'ONG mexicaine *Consejo Ciudadano para la Seguridad Pública* <http://www.consejociudadanobcs.org/> (page consultée le 14 juillet 2010... et introuvable depuis).

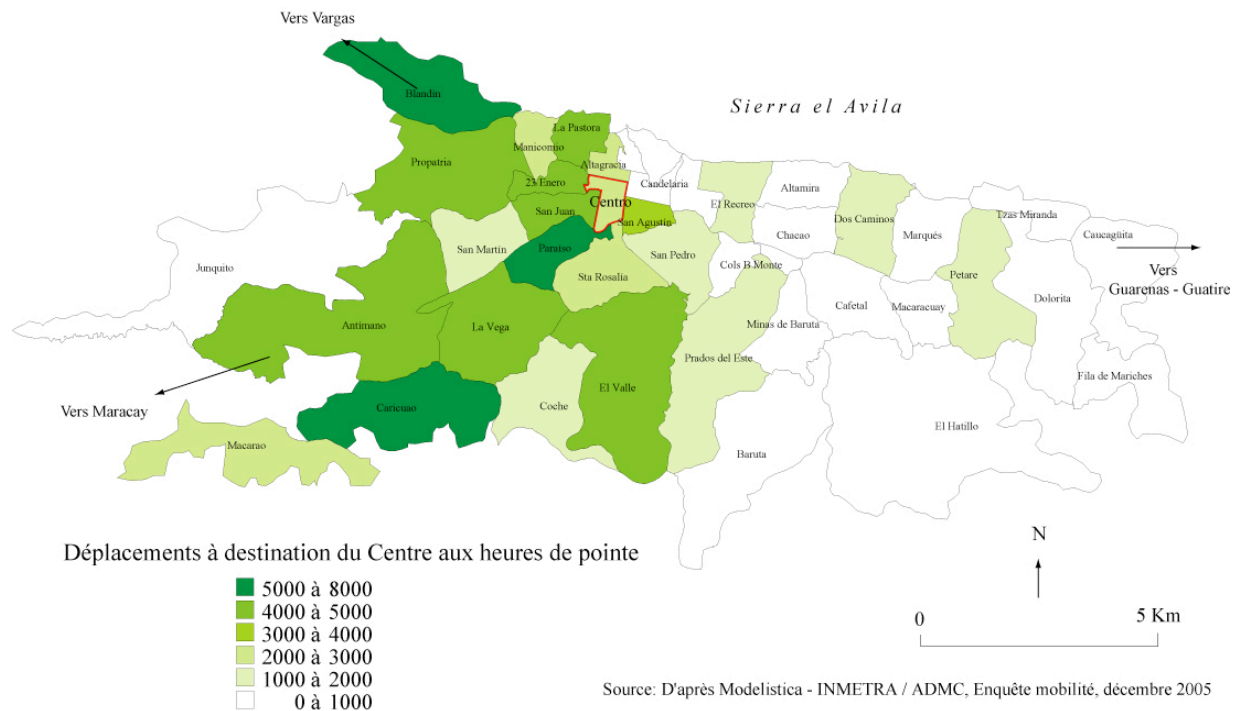
Pour procéder à cet exemple tiré des recherches de terrain menées jusqu'en 2009 (Rebotier 2008; Rebotier 2010), on commence par donner quelques repères sur la géographie socio-économique de Caracas. La carte 1 permet de constater une distribution de la population organisée en fonction des revenus moyens des ménages. Les secteurs orientaux de la ville (vert foncé) sont bien identifiés comme des secteurs constitués de populations plus favorisées que l'extrême Est ou l'extrême Ouest de la ville (vert pâle) alors que les secteurs centre-Ouest apparaissent comme une transition en termes socio-économiques.



Carte 1 : Distribution socio-économique de la population urbaine à Caracas

Source : Elaboration de l'auteur, d'après données du bureau d'études *MODELISTICA*

La ségrégation socio-spatiale impliquant une partition Est / Ouest de l'espace urbain ne relève pas des seuls critères socio-économiques à Caracas. Elle se lit aussi à travers les pratiques territoriales des habitants. La carte 2 montre la fréquentation d'un secteur concentrant des fonctions urbaines polarisante mais localisé dans l'Ouest de la ville. Plus le vert des différents secteurs est foncé, plus important est le nombre de déplacements ayant pour origine chacun des secteurs en vert et pour destination le secteur central ceint de rouge. En d'autres termes, les fonctions urbaines polarisantes localisées dans l'Ouest ne concernent pas également l'ensemble de la population urbaine mais bien plus spécifiquement, voire exclusivement les populations résidant dans l'Ouest de la ville. On retrouve la partition Est / Ouest déjà apparente dans la carte précédente.

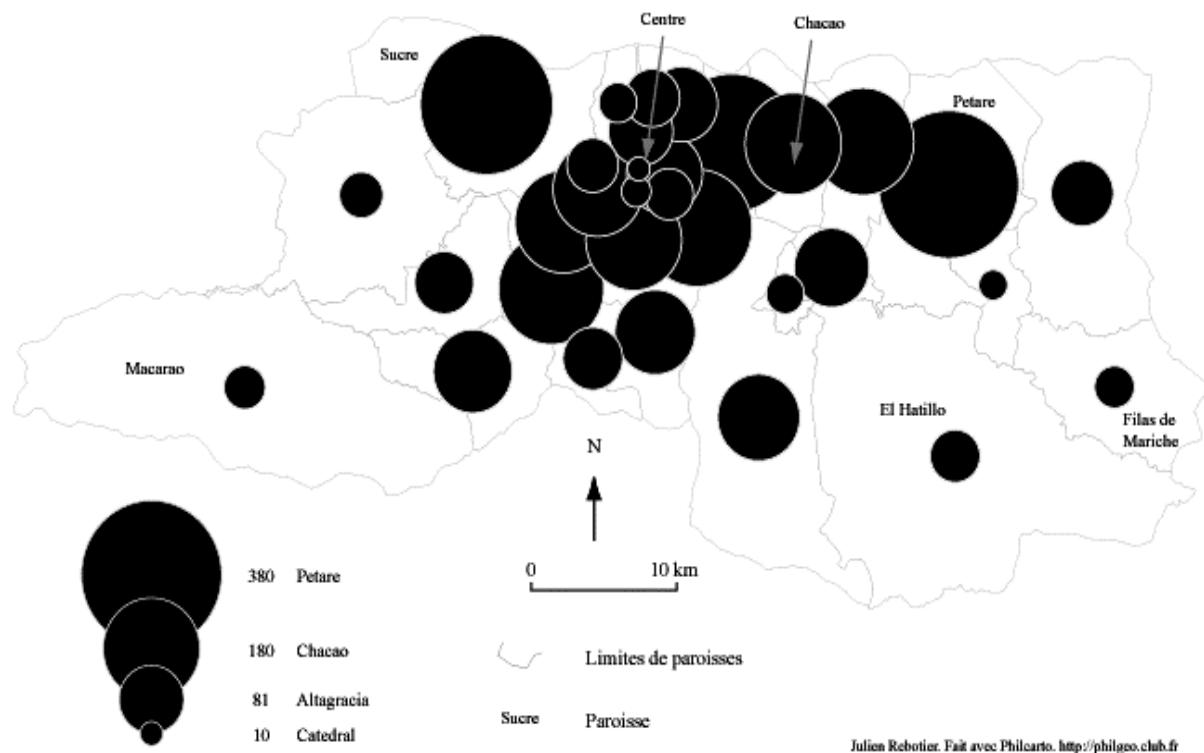


Carte 2 : Origines des déplacements liés aux fonctions urbaines centrales du secteur « Centro », situé dans l'Ouest de Caracas.

Source : Elaboration de l'auteur, d'après données du bureau d'études *MODELISTICA*

Dans le cadre de cette géographie urbaine ségréguée, la distribution des crimes et délits tels qu'ils sont rapportés aux services gouvernementaux de sécurité dans la capitale définit une géographie qui ne fait pas apparaître la ségrégation Est / Ouest dont il était question jusque là. On reconnaît deux grandes concentrations sur la carte 3 à l'extrême Ouest (Sucre) et à l'extrême Est (Petare) qui correspondent aussi à deux foyers de grande pauvreté (vert pâle sur la carte 1). La distribution des crimes et délits correspond à un axe de fonctions urbaines centrales, distribuées linéairement entre Sucre et Petare, axe urbain fortement fréquenté, ainsi qu'à un axe secondaire, dense et aussi fréquenté, partant du « centro » vers le Sud-Ouest, et correspondant au secteur centre-Ouest sur la carte 1.

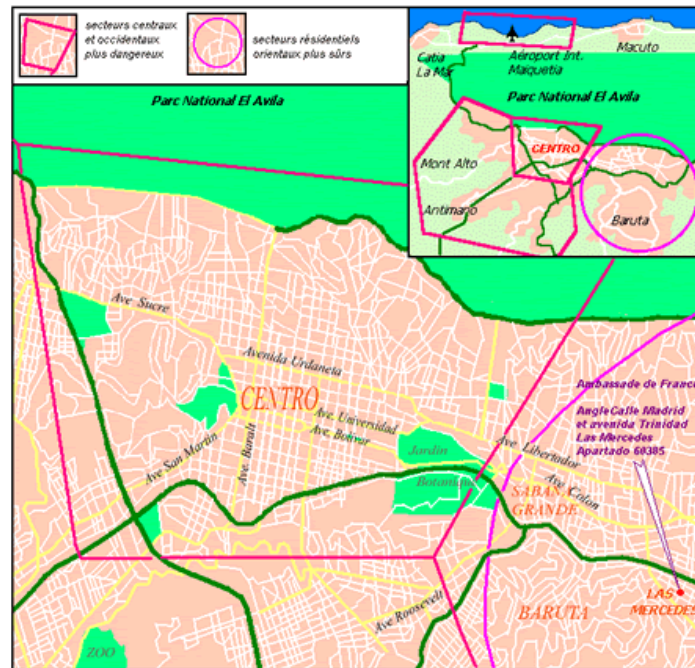




Carte 3 : Distribution des crimes et délits à Caracas.

Source : Elaboration de l'auteur, d'après les données de la *Secretaría Metropolitana de Seguridad*

Malgré cette distribution des crimes et délits qui répond à une géographie fonctionnelle (les axes de fonctions urbaines polarisantes) et à une géographie sociale (les secteurs les plus populaires sont les plus concernés), le discours dominant construit à travers des registres politiques, médiatiques et institutionnels, impose une autre logique à l'insécurité urbaine. C'est une carte tirée du site du ministère des affaires étrangères français qui permet montrer un discours hégémonique et répandu par divers canaux à Caracas. La carte 4 montre la manière dont les secteurs Est de la ville sont identifiés comme des secteurs « sûrs », cerclés de mauve, alors que les secteurs « centraux » et occidentaux sont identifiés comme dangereux, à l'intérieur d'un polygone rouge. Cette distribution ramenée à une très grande simplicité se fait au mépris de la distribution des crimes et délits rapportés (Carte 3).



Carte 4 : Secteurs sûrs et secteurs dangereux à Caracas d'après le ministère français des affaires étrangères

Source : Site Internet du Ministère Français des Affaires Etrangères.

Ainsi, en rapprochant les 4 cartes précédemment commentées (figure 3), on voit comment le discours dominant sur l'insécurité et la représentation la plus immédiate que l'on expérimente sur le terrain, à Caracas, présente des ressorts bien plus liés à la ségrégation sociale ou définie par les mobilités dans la capitale vénézuélienne qu'à la distribution des crimes et délits tels qu'ils sont rapportés aux services de sécurité métropolitains.

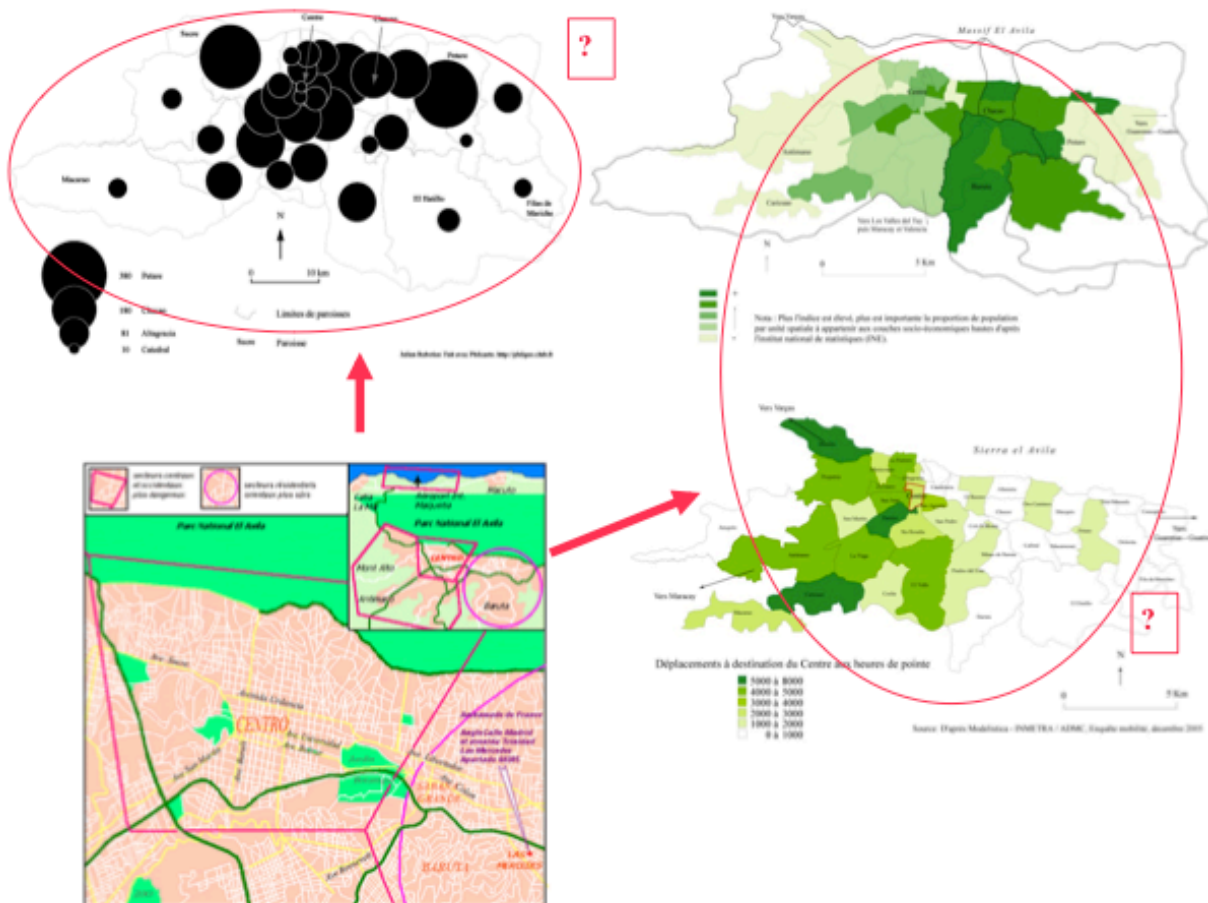


Figure 3 : Territorialisation de l'insécurité à Caracas : entre facteurs tangibles et ressorts préexistants de ségrégation urbaine  
 Source : Elaboration de l'auteur, d'après diverses sources.

Les représentations de l'insécurité véhiculées par un discours dominant et une cartographie comme on la trouve sur le site du ministère des affaires étrangères contribuent à identifier des territoires à risque, et dans ce cas, des territoires dangereux. L'Ouest de la ville porte le stigmate de cette « tragédie » invasive et omniprésente qu'est l'insécurité à Caracas. Il s'avère pourtant que ce stigmate aujourd'hui véhiculé par une « cause » unanime (l'insécurité urbaine, mais aussi, par ailleurs les différents types de risque) reprend les traits d'une ségrégation de l'espace urbain qui opérait déjà sur des bases sociales et raciales bien avant l'émergence de l'insécurité urbaine comme problème public cardinal (Rebotier 2010). C'est en ce sens que les risques (leur identification, leur représentation, la manière de les désigner ou le discours que l'on tient à leur endroit) contribue à la construction de territoires urbains lourdement investis de sens. C'est en ce sens qu'il est crucial de considérer la diversité des ressorts géographiques qui président au risque au moyen d'une géographie politique et sociale des territoires de risque.

### **L'approche territoriale pour une géographie sociale et politique des risques**

Dans un cadre socio-spatial structurant (à différentes échelles de temps et d'espace), il faut restituer des logiques contingentes, propres à des acteurs, des intérêts, un « moment ». En se penchant sur les différents ressorts qui président à la territorialisation des risques, *i.e.* à la construction mutuelle de modalités de peuplement

et de situations de risques, on a recours à des facteurs matériels aussi bien qu'intangibles et symboliques. C'est cette « traduction » sociale et politique des risques (de leur lecture, identification et gestion) qu'il faut replacer dans le cadre de facteurs structurants. Le nouveau paradigme de l'économie politique (Peet and Thrift 1989) a certes permis d'envisager les mécanismes de causalités qui présidaient aux situations de risque et de chercher hors des seuls groupes et individus concernés des explications aux risques. Mais la facture trop déterminante et à bien des égards matérialiste du modèle de l'approche d'économie politique (principal reproche formulé à l'endroit de la « chaîne de causalités », Blaikie and Brookfield 1987) entravait par exemple la compréhension des résistances diffuses de minorités dominées (Scott 1987, 1992) ou encore les aspects culturels, discursifs ou de reconnaissance (Young 1990; Demeritt 2006; Fraser 2009) qui pourtant définissent autant de territorialités alternatives de risques dans un même espace, selon des critères étrangers à d'hypothétiques déterminants objectifs de l'aléa. C'est la diversité des rationalités, s'exprimant pourtant dans un même contexte, qu'il est utile de situer du point de vue d'une géographie sociale et politique des risques et de l'environnement.

Ce souci de « territorialiser » les risques, notion aujourd'hui invasive, fédératrice et difficile à critiquer, répond à la nécessité impérieuse de les articuler à un ordre socio-spatial ainsi qu'aux interactions particulières – et discriminées – qu'entretiennent les sociétés et leurs milieux. De là, on peut considérer des territorialités de risque multiples, en compétition ou complémentaires, en chercher les ressorts dans différents registres ou échelles, et poser des questions de justice, de pouvoir, de gouvernance ou de démocratie. L'environnement et les risques ne sont pas seulement des problèmes de technologie ou des dimensions à maîtriser, mais des arènes propres aux interactions sociétés – milieux, où se déploient les sociétés avec leurs contradictions, leurs conflits, leurs intérêts, leur hétérogénéité.

Avec en tête la complexité et la diversité des processus de territorialisation des risques, on peut en outre s'étonner de constater l'homogénéisation de certaines lectures et réponses aux diverses « menaces », qu'il s'agisse d'évènements naturels ou d'attaques terroristes. On le constate à travers la reformulation de la notion de sécurité qui, de « sécurité nationale » (Wolfers 1952) s'élargit aux aspects environnementaux (Ullman 1983) pour être plus rigoureusement redéfinie dans un contexte de post guerre froide (Baldwin 1997). Cette redéfinition s'accompagne d'une militarisation de l'assistance humanitaire déjà citée, l'intervention de l'OTAN dans la gestion des inondations au Pakistan constituant un exemple frappant. C'est aussi dans ce sens que l'on peut comprendre le recours aux mêmes outils de surveillance / prévention pour des risques dont les causes, du point de vue de la construction des risques, sont fort éloignées. On pense notamment aux systèmes d'alerte précoce (*early warning systems*) établis tant pour les risques hydrométéorologiques (Revet 2009) que pour les Etats défailants (Nyheim 2008). De là, on ne peut manquer de donner un contenu politique aux déclarations de Jeffrey Sachs qui, outre ses responsabilités à l'Université de Columbia – *Earth Intitute* est conseiller spécial auprès du secrétaire général des Nations Unies, lorsqu'il dit que « la sécheresse cause des guerres »<sup>3</sup>.

Comme la géographie porte son attention sur les interactions entre sociétés et milieux, elle doit permettre de restituer les différents ressorts qui président aux modalités de peuplement pour lesquelles les risques interviennent souvent en ce début de 21<sup>ème</sup>

---

<sup>3</sup> Entendu en séance plénière à l'occasion de la Conférence Internationale sur le Climat, la Durabilité et le Développement en régions semi-arides (ICID), à Fortaleza, 16-20 août 2010.

siècle. Faire entrer les risques et l'environnement en politique, c'est comprendre leurs contingences, les « dénaturaliser », et restituer le contexte et les raisons qui président à leur construction. Cette approche contextuelle prend différents noms et pointe dans la littérature géographique anglo-saxonne depuis les années 1980, avec certaines limites, indiquées dans cette communication. L'approche politique, mais aussi sociale, culturelle, symbolique ou discursive de l'environnement se consolide sans pour autant se formaliser à travers un courant dit d'écologie politique qui a vocation à « désindividualiser » et « désessentialiser » les études de risques en articulant individus et groupes à une série de conditions structurantes, sans pour autant les y réduire (Peluso and Watts 2001; Peet and Watts 2004; Robbins 2004; Biersack and Greenberg 2006). C'est ce défi d'équilibrisme entre la caricature de l'idéalisme et celle du réalisme que l'approche territoriale des risques s'emploie à relever.

### **Bibliographie :**

Baldwin, D. A. (1997). "The concept of security." Review of International Studies **23**(1): 5-26.

Bankoff, G. (2001). "Rendering the world unsafe: 'vulnerability' as western discourse." Disasters **25**(10): 19-35.

Beck, U. (2003). La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité. Paris, Flammarion.

Biersack, A. and J. Greenberg, Eds. (2006). Reimagining political ecology, Duke University Press.

Blaikie, P. and H. Brookfield (1987). Land degradation and society. London, Methuen.

Burton, I. and R. Kates (1964). "The Perception of Natural Hazards in Resource Management." Natural Resources Journal **3**(3): 412-441.

Burton, I., R. Kates, et al. (1978). The Environment as Hazard. New-York, Oxford University Press.

Coanus, T. and J.-F. Pérouse (2006). Villes et risques, regards croisés sur quelques cités en danger. Paris, Anthropos.

Cutter, S. L. (2006). Hazards, Vulnerability and Environmental Justice. London and Sterling, Earthscan.

Demeritt, D. (2001). "The construction of global warming and the politics of science." Annals of the Association of American Geographers **91**(2): 307-337.

Demeritt, D. (2006). "Science studies, climate change and the prospects for constructivist critique." Economy and society **35**(3): 453-479.

Di Méo, G. and P. Buléon (2005). L'espace social. Paris, Armand Colin.

Douglas, M., Ed. (1992). Risk and blame. Essays in cultural theory. London and New York, Routledge.

Fabiani, J.-L. and J.-M. Theys (1987). La société vulnérable. Evaluer et maîtriser les risques. Paris, Presses de l'ENS.

Fraser, N. (2009). Scales of justice. New York, Columbia University Press.

Füssel, H.-M. and R. J. T. Klein (2006). "Climate change vulnerability assessments: an evolution of conceptual thinking." Climate change **75**: 301-329.

Garcia Acosta, V. (2005). "El riesgo como construcción social y la construcción social de riesgos." Desacatos **19**: 11-24.

Giddens, A. (1994). Les conséquences de la modernité. Paris, L'Harmattan.

Gilbert, C. (2003). Risques collectifs et situations de crise. Apports de la recherche en sciences humaines et sociales. Paris, L'Harmattan.

Hardy, S. (2003). Processus de fragmentation urbaine et risques dits 'naturels' dans la ville de Managua. Paris, EHESS. **Docteur**: 416.

Hardy, S. (2008). "Ciudad Sandino, marge urbaine en périphérie de Managua ?" Annales de Géographie **662**: 85-104.

Hewitt, K. (1983). Interpretations of calamity from the viewpoint of human ecology. Boston, Allen and Unwin.

Hewitt, K. (1997). Regions of risk: a geographical introduction to disasters, Addison Wesley Longman Harlow.

Jean, Y. and C. Calenge (2002). Lire les territoires. Tours, MSH.

Lewis, J. and I. Kelman (2010). "Places, people and perpetuity: community capacities in ecologies of catastrophe." ACME: An International E-Journal for Critical Geographies **9**(2): 191-220.

Maskrey, A., Ed. (1993). Los desastres no son naturales, La Red.

Mitchell, J. K., N. Devine, et al. (1989). "A contextual model of natural hazard." Geographical Review **89**(4): 391-409.

Nyheim, D. (2008). Can violence, war and state collapse be prevented? The future of operational conflict early warning and response systems. 10th meeting of the DAC fragile states group, and conflict, peace and development co-operation - OECD. Paris, OECD: 60.

Oliver-Smith, A. (2002). Theorizing Disasters: Nature, Culture, Power, Culture and Catastrophe: The Anthropology of Disaster. S. Susanna M. Hoffman and A. Oliver-Smith. Santa Fe, New Mexico, The School of American Research Press.

Pain, R. and S. Smith (2008). Geopolitics of fear, Ashgate.

Peet, R. and N. Thrift (1989). New models in geography: the political economy approach, Unwin Hyman.

Peet, R. and M. Watts, Eds. (2004). Liberation ecologies. Environment, development, social movements. London and New York, Routledge.

Peluso, N. and M. Watts, Eds. (2001). Violent environments, Cornwell University.

Pigeon, P. (2005). Géographie critique des risques. Paris, Anthropos.

Rayner, S. (2006). "What drive environmental policies?" Global Environmental Change **16**: 4-6.

Rebotier, J. (2008). Les territorialités du risque urbain à Caracas. Les implications d'un construit socio-spatial dans une métropole d'Amérique latine. Institut des Hautes Etudes d'Amérique Latine. Paris, Paris 3 - Sorbonne Nouvelle. **Doctorat**: 429.

Rebotier, J. (2009). Evolution de la morphologie et de l'idéologie urbaine à Caracas. Une indispensable mise en contexte de la territorialisation du risque. Habiter les territoires à risque. Lausanne - Suisse: 18.

Rebotier, J. (2009). From the specificity of urban risks to the challenges of urban governance in Latin-American metropolises. Megacities: risks, vulnerability and sustainable development. Leipzig - Allemagne: 11.

Rebotier, J. (2010). La fábrica de la inseguridad en Caracas. Una leyenda urbana entre necesidad de gestión y performatividad. Atelier sécurité METRALJEUX. São Paulo - Brésil: 32.

Rebotier, J. (2010). Politicizing risk assessment on vulnerability conditions in order to improve adaptive capacity. Workshop Climate Vulnerability and Adaptation: Theories and Cases. Urbana-Champaign - Etats-Unis: 11.

Revet, S. (2009). Les organisations internationales et la gestion des risques et des catastrophes « naturels ». Les Etudes du CERI. Paris, CERI - Sciences Po. **157**.

Rist, G. (2002). Le développement, Histoire d'une croyance occidentale. Paris, Presses de Sciences-Po.

Robbins, P. (2004). Political ecology. Critical introductions to geography. Malden, Blackwell publishing.

- Scott, J. (1987). Weapons of the weak: everyday forms of peasant resistance. New Heaven, Yale University Press.
- Scott, J. (1992). Domination and the arts of resistance. Hidden transcripts. New Heaven, Yale University Press.
- Sierra, A. (2000). Gestion et enjeux des espaces urbains à risques d'origine naturelle. Les versants et les quebradas de Quito, Equateur. Institut Français de Géopolitique. Paris, Université Paris 8. **Docteur**: 331.
- Sierra, A. (2009). "Espaces à risque et marges: méthodes d'approche des vulnérabilités urbaines à Lima et Quito." Cybergeog: European Journal of Geography(article 456).
- Thouret, J.-C. and R. D'Ercole (1996). "Vulnérabilité aux risques naturels en milieu urbain : effets, facteurs et réponses sociales." Cahiers des Sciences Humaines **96**(2): 407-422.
- Ullman, R. (1983). "Redefining security." International Security **8**(1): 129-153.
- Veyret, Y. and M. Reghezza (2005). "Aléas et risques dans l'analyse géographique." Annales des Mines, série responsabilité et environnement **40**: 61-70.
- Watts, M. (1983). On the poverty of theory: natural hazards research in context. Interpretations of calamity. K. Hewitt. London, Allen Unwin: 231-262.
- Watts, M. (1987). Drought, environment and food security: some reflections on peasants, pastoralists and commoditization in drylands West Africa. Drought and Hunger in Africa. M. Glantz. Cambridge, Cambridge University Press.
- White, G. (1958). Changes in urban occupancy of flood plains in the United States. Chicago, University of Chicago.
- Wisner, B. (1976). Man-Made Famine in Eastern Kenya: The interrelationship of Environment and Development. Brighton, England, Institute of Development Studies at the University of Sussex.
- Wisner, B. (1999). There are worse things than earthquakes : hazard, vulnerability and mitigation capacity in greater Los Angeles Crucibles of hazard: Mega-cities and disasters in transition. J. K. Mitchell. Tokyo, New York, Paris, UNU.
- Wisner, B. (2010). "My Taxi Driver Spoke Swahili: American Dreams and Las Vegas Nightmares." ACME: An International E-Journal for Critical Geographies **9**(2): 275-281.
- Wisner, B., P. Blaikie, et al., Eds. (2004 [1994]). At Risk, natural hazards, people's vulnerability and disasters. London, Routledge.
- Wolfers, A. (1952). "'National Security" as an Ambiguous Symbol " Political Science Quarterly **67**: 481-502.



Young, I. M. (1990). Justice and the politics of difference. Princeton, Princeton University Press.